

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Panorama-economique-l-Argentine-patrimoine-negatif>

Panorama économique : l'Argentine, patrimoine négatif

- Argentine - Économie -

Date de mise en ligne : lundi 4 octobre 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Argentine mal gérée pendant des années, a actuellement, selon son bilan comptable, un patrimoine net négatif de 387.512 millions de pesos (1M Euros). Ce chiffre correspond au dernier jour de 2003. Ceci signifie que le pays - pas son secteur privé, ses citoyens, ses entreprises et sociétés civiles, mais son secteur public national, sans inclure les provinces ni les communes, qui possède des biens communs à tous - a un passif plus lourd que son actif. Tout ce qu'il possède n'arrive pas à équilibrer ce qu'il doit. Voilà la photo. Pour voir le film, il est nécessaire de s'en remettre aux bilans précédents, et quand on prend celui de fin 2002, on peut vérifier que l'année passée le trou du patrimoine net a été approfondi, en augmentant de quelque 26 milliards.

Quand quelque chose de semblable arrive à une entreprise privée, la conclusion est évidente : l'entreprise affiche des pertes, et elle a continué à le faire durant 2003. Mais un pays n'est pas une société commerciale qui a des objectifs de profit. Il manque un tableau de pertes et profits. Toutefois, seule change la manière d'appeler les choses. Les termes utilisés sont excédent et déficit, la même chose que dans un club ou une association. Au début du 2003, l'Argentine a démarré avec un patrimoine négatif de 361.832 millions de pesos, mais quand a commencé 2004, son rouge atteint les 387.5 milliards déjà mentionnés.

L'État national a-t-il toujours été dans cette situation, avec son actif et son passif, tellement à terre ? Le mal vient de loin, mais comme on peut le deviner, la grande catastrophe s'est dévoilée avec l'effondrement de la convertibilité. Le dernier jour de 2001, quand régnait encore, théoriquement, la parité de 1 à 1, le patrimoine national avait déjà diminué à 79.848 millions de pesos sous terre. Mais ceci signifie que, depuis lors, le solde négatif a été multiplié presque par cinq.

La principale raison est presque évidente : le passif a explosé, tant à cause de la dette externe en dollars - qui a violemment monté avec la dévaluation radicale du peso- qu'à cause des nouveaux engagements que l'État a du contracter pour épargner à quelques secteurs (endettés, épargnants) tout ou partie des dommages patrimoniaux que leur causait la crise du régime. Le bilan de la nation Argentine montre, dans des nombres clairs, combien a payé le patrimoine commun de la société par la cette aide prêtée à certains de ses membres. Il n'est pas étonnant alors que d'autres, non liés au système financier, comme les pauvres et les indigents, doivent payer l'addition.

Quand l'Alliance a assumé, à la fin de 1999, le menemisme lui a laissé une Administration Nationale dans le rouge de \$ 73.647 millions (18.787 M Euros). Le cataclysme se développait irréversiblement déjà. Le résultat de 1998 avait été déjà un déficit environ 15 milliards. Ceci n'est dit par caprice de personne : ils sont les nombres que fournit la comptabilité officielle. Il est simplement mathématique que quand croît le passif et pas l'actif, le patrimoine net est chaque fois plus négatif. De fait, le chiffre le plus spectaculaire du dernier bilan national correspond au compte Total du Passif, qui enregistre \$ 510.398 millions (130.204 M Euros). Il n'est pas autre chose que des dettes. Maintenant la plus grande perspective d'amélioration dans ce tableau comptable désastreux est la réduction de la dette à travers la remise. Si cela était obtenu avant de conclure l'année, 2004 celui-ci passerait à l'histoire comme une période d'excédent énorme pour la simple raison que disparaîtrait une portion substantielle du passif. Dans le bilan se refléterait clairement le plus petit lest qu'il pèserait sur les possibilités futures de cette entreprise commune. De toutes manières, il est aussi certain que dans cette classe de bilans, le calcul des passifs est plus clair que celui de quelques actifs.

Le schéma se ressemble beaucoup à l'état comptable de toute entreprise privée. Dans Disponibilités, par exemple, les comptes bancaires et les petites caisses, ajoutent en finissant 2003 presque \$ 3500 millions. À moins que le compte soit mal faites, les nombres on ne peut pas les mettre en question. Ils sont des bilans transparents. Mais la certitude disparaît dans les autres actifs. Par exemple, en ce qui concerne les Biens d'Utilisation. Le premier problème est quoi inclure dans cette rubrique. Le deuxièmement, et pas la moindre, est comment l'évaluer.

Le Gouvernement de la Ville, qui essaye d'avoir aussi son bilan, doit décider, par exemple, comment évaluer une rue, une place ou la statue équestre du général San Martín. Tous ces biens sont inaliénables, et manquent par

conséquent d'une valeur vénale. A-t-il un sens d'évaluer plus un mètre carré de Place San Martín qu'un autre du Parc Avellaneda ? En outre, une place s'amortit-elle ? En un certain sens oui, mais dans un autre non, même s'ils le passent par dessous trois manifestations.

Les plus importants actifs que possède la nation correspondent à ceux appelés "biens publics", que le Code Civil ne définit pas mais qu'énumère, y compris en ces derniers les mers territoriales et intérieurs, ports, rivières, ruisseau, les plages et les rivages, les Laques navigables et ses lits, les îles de la mer territoriale, les rues, places, chemins, canaux, ponts et tout autre oeuvre publique construite pour l'utilité ou confort commun, les documents officiels des pouvoirs de l'état, les ruines, les gisements archéologiques, et autres choses ressemblantes.

D'autres actifs publics fondamentaux, comme les richesses du sous-sol, ont été transférées aux provinces et n'apparaissent pas dans le bilan national. L'idée a été, vers 1992, que chaque état sous national aurait aussi sa comptabilité, avec des critères homogènes, pour pouvoir parfois disposer d'un bilan consolidé de l'Argentine, aspiration qui continu en suspens, malgré l'intérêt de quelques secteurs, comme celui de Salta, qui a contracté Price comme consultant. Curieusement, la province de Buenos Aires ne paraît pas avoir avancé beaucoup.

La question n'est pas triviale, puisque les états budgétaires sont comme une comptabilité de coupure simple, qui montre des variations dans les rubriques, mais ne peut pas expliquer ni justifier aucune d'elles. En revanche, le bilan par coupure double est un meilleur outil information et contrôle, parce que chaque mouvement doit avoir une contrepartie, traduite par une écriture. Si l'État vend quelque chose, il doit apparaître en échange de ce qu'il l'a fait, et ceci, au moins en théorie, permet de suivre des erreurs ou des fraudes.

Un autre signe clef est qu'un bon bilan national, qui compile tous les actifs étatiques et le patrimoine net du secteur public, il peut servir comme mesure du degré de socialisation de l'économie. D'autant plus de biens publics (ou privés en pouvoir de l'État) existent, par rapport aux biens particuliers, plus importante sera la richesse partagée proportionnellement dans toute la société. En comparant le bilan de l'Argentine avec celui d'autres nations on peut alors voir, si on utilise des critères homogènes, dans quel mesure est social ou privée cette République.

Parfois ce sont des raisons politiques celles qui expliquent l'omission de certains importants actifs. Dans des Comptes à Percevoir, par exemple, on devrait préalablement inclure les impôts touchés, au moins combien se rassemblera dans le court et moyen terme par cette dette contracté par le secteur privé avec l'État.

Toutefois, c'est un calcul dangereux pour les dirigeants. Si dans la Ville on estimait, sur la base des données cadastrales, les estimations et les aliquotes, on pourrait prévoir le chiffre à recueillir dans Immobilier et ABL. Mais donc, le contraste avec ce qui est effectivement rassemblé pourrait démontrer une mince efficacité de la Direction de Impôts. Les dirigeants préfèrent, pour cette raison, prédire d'un point de vue budgétaire combien encaisseront par ces taxes, sans lier ce nombre à l'ampleur potentielle, pour ne pas transparaître le degré d'inaccomplissement.

Le bilan de la nation est, en outre intéressant, assez amusant. Il y a des nombres qui paraissent même une blague, bien qu'ils soient probablement très sérieux.

Dans les Biens d'Utilisation il y a un compte des Immeubles, où ils sont assignés les bâtiments innombrables que possède la nation, en commençant par la Casa Rosada (Siège présidentiel)- que, il sera rappelé, Adolfo Rodriguez Sáa voulait hypothéquer -.

La rubrique a joui, heureusement, d'une croissance en 2003, mais celui-ci a été à peine de 192.000 pesos (48.980 Euros), qui peuvent correspondre à quelques minimales installations sanitaires dans certains couloirs perdus d'un ministère. Autres significatives améliorations n'ont pas existé pour le moment, selon les comptes de la République.

Página 12, du 2 octobre 2004